

De toute façon, comme nous le savons, le *Queen's Own Rifles* a été mis sur pied en toute hâte. Je dois dire, monsieur l'Orateur, qu'il y a eu quelque mystification au sujet du retard véritable à obtenir l'approbation finale de notre participation par les Nations Unies. Le Gouvernement n'a émis aucune déclaration pour expliquer le retard ou prévenir qu'on pourrait se dispenser complètement d'envoyer le *Queen's Own Rifles*. Le silence même du Gouvernement, toujours si empressé de revendiquer la paternité de tout ce qui a cette importance, était inquiétant.

Quand on a enfin annoncé, il y a dix jours, que le Canada envoyait un contingent administratif aux effectifs des Nations Unies, il s'est manifesté, au Canada, une grande surprise. Cette surprise s'est changée en irritation et en consternation quand on a compris que les Nations Unies, par l'entremise de leur secrétaire général, permettaient à M. Nasser, président de l'Égypte, de dicter ou, du moins, d'exercer le droit de veto à l'égard de la composition précise de la force d'urgence des Nations Unies. Lorsqu'on s'est rendu compte que le colonel Nasser précisait que nous aurions, ou que nous n'aurions pas, le droit de contribuer à l'entreprise des Nations Unies, les membres du Gouvernement ont, sans doute, éprouvé quelque embarras et quelque humiliation.

Après nous être lancés à faire la leçon aux gouvernements du Royaume-Uni et de la France au sujet de leur comportement dans la crise du Moyen-Orient, nous devrions avoir bien honte nous-mêmes de la vacillante et faible politique (ou même, dirai-je, du manque de programme précis) dont a fait preuve le Gouvernement le mois dernier, alors que s'est produite une des crises les plus importantes que n'ait eue à résoudre la diplomatie internationale au cours de notre siècle.

J'estime que l'opposition, dans cette enceinte, a le devoir sacré d'insister pour qu'on nous dise tous les détails de notre rôle au sein de la force d'urgence des Nations Unies. Le Canada a été blessé dans son honneur par des simagrées et des faux-fuyants. J'espère qu'à force de balourdises nous ne nous sommes pas mis dans une situation où notre apport à la force d'urgence des Nations Unies ne dépendrait plus de notre générosité ni de notre désir de sauvegarder la paix du monde!

Je ne veux pas critiquer les méthodes auxquelles a recouru M. Hammarskjöld, secrétaire général des Nations Unies, dans ses négociations avec le président d'Égypte. Ce qui me préoccupe, c'est que nous nous sommes laissé entraîner dans notre position actuelle. Que le Gouvernement ne pense pas pouvoir encore tromper les Canadiens en plaçant une brillante auréole autour de la tête du secrétaire d'État aux Affaires extérieures comme s'il

[L'hon. M. Rowe.]

avait déjà sauvé la paix mondiale et résolu la crise du canal de Suez. Malheureusement, monsieur l'Orateur, nul ne sait mieux que lui que les actes de notre gouvernement, et les prétentions à la renommée de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, n'ont pas encore suscité de résultats pratiques dans cette crise du Moyen-Orient.

Les événements de Hongrie attestent tristement que ni les Nations Unies ni l'opinion morale, malgré les meilleurs espoirs de tous, ne peuvent empêcher les communistes d'opprimer et de brutaliser des nations entières. Il s'ensuit donc que les conséquences les plus graves des événements survenus à l'étranger, c'est que l'alliance occidentale, qui est l'unique et le meilleur espoir du monde libre et le seul appui véritable contre l'impérialisme communiste, est maintenant compromise. D'après les journaux, le premier ministre a exprimé son mécontentement dans une note au premier ministre de la Grande-Bretagne. Qu'elle ait été approuvée par le cabinet, qu'elle ait reflété l'attitude personnelle du premier ministre ou un accès d'humeur irlandaise, cela a fort peu contribué et a probablement nui beaucoup à l'unité, à l'harmonie et à la confiance qui sont essentielles au maintien d'une alliance vitale avec un ami éprouvé et sûr.

On admet généralement que la politique étrangère de la Russie au Moyen-Orient a été logique, et ses aspirations à la domination du monde arabe sautent aux yeux. La politique étrangère de l'Égypte, si elle a manqué de suite, a au moins été compréhensible. L'Égypte était prête à accepter des armes et du matériel de guerre de n'importe quel État. Il ne peut y avoir de secret au sujet de sa politique étrangère tant que le président Nasser en dirige le gouvernement. Comme Hitler, Nasser a exposé dans un volume les buts et les aspirations qu'il poursuit pour l'Égypte, dont l'élimination, par tous les moyens, de toute influence britannique et française au Proche-Orient ainsi que l'élimination de l'État d'Israël.

Dans le cas de *Mein Kampf*, le monde occidental a refusé d'accepter les suites et a fini par payer sa folie. Dans le cas de Nasser, on peut dire que les Anglais et les Français ont seulement fait ce que tous les sages, après coup, ont dit que la Grande-Bretagne et les autres démocraties de l'Ouest auraient dû faire quand Hitler a d'abord commencé à appliquer la ligne de conduite qu'il avait exposée si clairement dans son propre testament. Les Américains eux-mêmes, sans parler des habitants de Washington qui me font parfois l'impression de ressembler à ceux d'Ottawa en ce qu'ils n'expriment pas toujours exactement ce que pense la population du pays, pen-